

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AMR 19/006/2008 (Public)

ÉFAI

27 février 2008

Brésil. « *Pancadaria não educa* » – le Brésil va-t-il enfin mettre un terme à la torture ?

Amnesty International se félicite de la déclaration du président Lula, qui a reconnu que les passages à tabac et la torture généralisés qui caractérisent le système carcéral au Brésil n'ont pas permis de résoudre les graves problèmes de sécurité publique auxquels est confronté le pays.

Le président s'est exprimé ainsi lors d'une visite à Rio de Janeiro, où il a évoqué les projets initiaux pour la mise en œuvre de son nouveau Programme national de sécurité par la citoyenneté (PRONASCI), qui prévoit un maintien de l'ordre ciblé et un investissement social dans les communautés vulnérables.

Le président a reconnu que la torture était monnaie courante au sein du système de détention, tandis que le gouvernement fédéral a admis que l'État avait torturé des prisonniers politiques durant la dictature militaire, dans un rapport lancé en 2007.

Il est largement admis désormais que la torture en toutes circonstances a des effets insidieux et néfastes sur la société qui y recourt. Au Brésil, cette pratique persistante a eu pour effet de faire monter le niveau de violence à l'intérieur comme à l'extérieur du système pénitentiaire, de renforcer le pouvoir des bandes criminelles, d'affaiblir plus encore et de corrompre les organes chargés de faire respecter la loi, et de saper l'autorité morale de la justice pénale.

Amnesty International espère que les tentatives du gouvernement brésilien visant à lutter contre la torture, dans le droit fil de la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations unies contre la torture, conjuguées aux réformes promises dans le cadre du PRONASCI, annoncent une nouvelle ère d'initiatives sincères destinées à combattre ce fléau durable et nocif qui grève le Brésil.